

IMMIGRATION

# La Grèce découvre son melting-pot

 PLUS LOIN  
 AVEC  
 L'EXPRESS  
 EN LIGNE

www.lexpress.fr

*Jusqu'ici très homogène, la population du pays connaît une profonde mutation, avec l'arrivée d'immigrés des Balkans. Une révolution qui ne va pas sans problèmes ni tensions*

De notre correspondante

C'était le 28 octobre dernier, jour de la fête nationale commémorant le non de la Grèce à l'ultimatum de Mussolini, en 1940. Ce jour-là, dans le village de Nea Mihaliona, en Macédoine, le jeune lycéen Odysseas Cenai se voit brutalement privé du défilé où il doit être le porte-drapeau de son école. Cet honneur lui est refusé parce qu'il est albanais. Ainsi le phénomène de l'immigration, en majorité d'origine balkanique ou en provenance des pays de l'ex-URSS,

que la plupart des Grecs croyaient encore conjoncturel et transitoire, apparaissait sous son vrai jour : un fait de société permanent avec lequel il allait désormais falloir compter. Cette mutation consécutive aux « purifications ethniques » et à l'histoire troublée de la péninsule balkanique prend des allures de révolution dans un pays qui avait jusqu'à présent conservé une population très homogène.

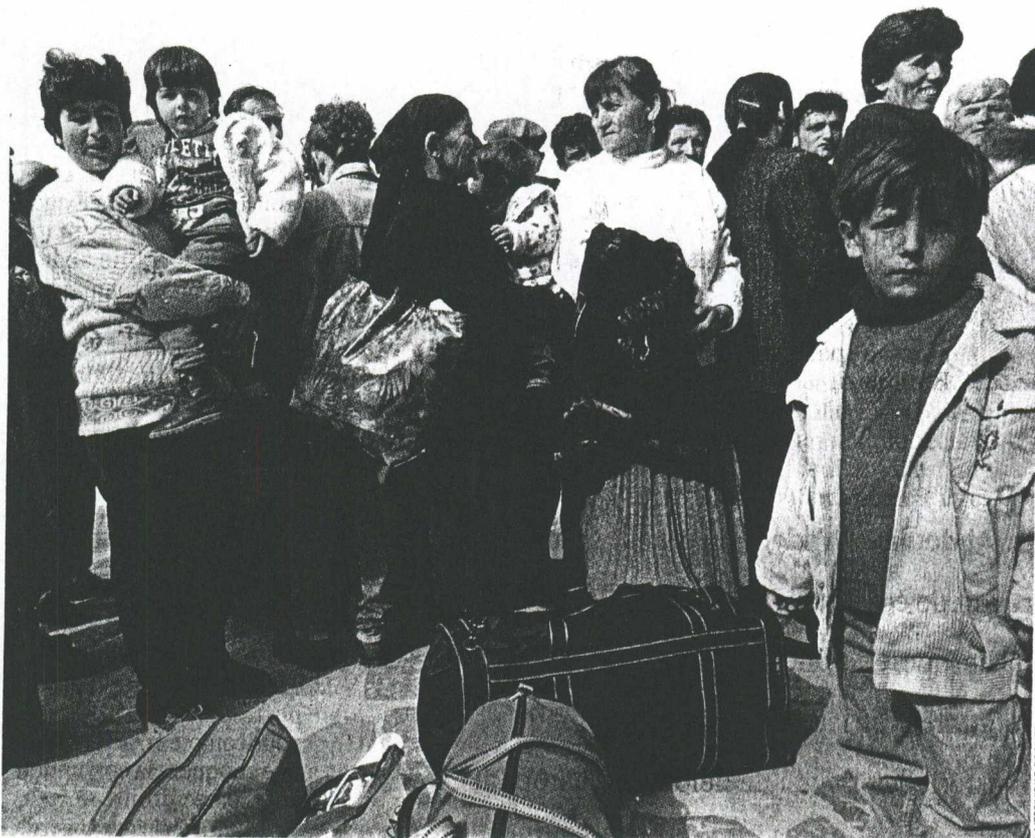
L'histoire d'Odysseas est, à ce titre, exemplaire. Arrivé en Grèce avec ses parents « réfugiés économiques » il y a

trois ans, il est parvenu à s'intégrer suffisamment pour devenir non seulement un élève comme les autres, mais encore le meilleur de sa classe. Ce qui le désignait, selon la coutume de son lycée, comme porte-drapeau. C'était sans compter avec les réactions des « superpatriotes » du village de Nea Mihaliona. Un étranger, qui plus est un Albanais, brandir le symbole de la nation ? Impossible. Du coup, toute la Grèce s'est lancée dans le débat : pour ou contre le drapeau entre les mains d'Odysseas Cenai ? Si l'esprit de

tolérance et d'ouverture semble bien finalement avoir prévalu sur la xénophobie, l'affaire en tout cas aura servi de révélateur de la nouvelle réalité sociale et démographique. Car le cas d'Odysseas est loin d'être unique : 120 000 enfants d'immigrés, soit 12,5 % de la population scolaire, fréquentent les établissements publics. Et 62 000 d'entre eux sont d'origine albanaise. Comme la petite Marina Dehara, installée dans la ville de Missolonghi, qui, elle aussi, avait été choisie comme porte-étendard sans que personne cette fois s'en soit effarouché. « Est grec quiconque appartient à la *paideia*, la culture des Grecs », trancha le président de la République, Kostas Stephanopoulos, pour clore le débat par cette sentence du rhéteur Isocrate.

Il n'empêche, c'est bien le problème de l'intégration des travailleurs étrangers qui affluent dans cette Grèce parée de tous les avantages de son appartenance à l'Union européenne, et à ce titre enviée par tous ses voisins, que le bon élève Odysseas venait ainsi de poser.

Les statistiques ne sont pas le fort de l'administration grecque. Le seraient-elles qu'il serait malgré tout presque impossible d'évaluer précisément le nombre des immigrés dans l'ensemble du pays : la grande majorité d'entre eux sont en effet illégaux. Certains sont entrés clandestinement, comme Christo, roumain de Timisoara, qui a passé la frontière bulgare-grecque à pied, en plein hiver, par des sentiers de montagne, avec un groupe d'une douzaine



Des femmes et des enfants albanais attendant de franchir la frontière grecque, en 1997.



Une famille de réfugiés roumains. Ils constituent, après les Albanais, la plus forte immigration en Grèce.

de garçons. D'autres avec des visas de tourisme depuis longtemps périmés, parfois achetés à un employé peu scrupuleux d'un consulat grec, comme Théodore, le laveur de carreaux bulgare, ingénieur agronome de son état. Le chiffre avancé par le ministre de l'Ordre public, Mihalis Chrysohoidis, et qu'il convient probablement de réviser à la hausse, est de 800 000 personnes, toutes nationalités confondues mais avec une forte proportion d'Albanais, de Roumains, de Bulgares et de ressortissants de pays de l'ex-URSS (dans cet ordre). Un tiers à peine auraient obtenu la fameuse carte verte, délivrée à ceux qui en ont fait la demande et sont détenteurs d'un emploi déclaré. Une condition évidemment rare, le but du recrutement des étrangers étant, en général, de les faire travailler au noir pour des salaires largement inférieurs aux tarifs pratiqués pour la main-d'œuvre grecque.

### *Un système parfaitement hypocrite*

Il y a quelques mois, un quotidien des plus sérieux, *To Vima*, révélait une correspondance étonnante entre un maire et les ministères du Travail, de l'Agriculture et de l'Ordre public. L'élu local de la province de Pella, en Macédoine, « suppliait » qu'on laisse séjourner sans les inquiéter tous les Albanais en situation irrégulière sur sa circonscription, « afin qu'ils puissent assurer la récolte des asperges », qui exige une main-d'œuvre saisonnière de 12 000 à 15 000 personnes. Et cela dans un département qui subit de plein fouet une augmentation du chômage estimé

à près de 24 %, le double de la moyenne nationale. Sans illusions, le préfet du département se contenta de dénoncer le cynisme des producteurs, « qui espèrent payer ainsi moitié prix leurs ouvriers ». Les ministres fustigèrent les agriculteurs. Et les Albanais ramassèrent les asperges. Après quoi on les expulsa. Ce système, que l'on retrouve dans les secteurs du bâtiment ou du tourisme, est en effet parfaitement hypocrite. Tout le monde y trouve son compte : les « exploités » consentants qui ont quitté un pays où n'existe aucun débouché, les employeurs, qui diminuent d'autant leurs coûts de production, et l'Etat lui-même, qui, grâce à cet apport de main-d'œuvre bon marché non qualifiée – 35 % environ de la population active – voit croître l'économie du pays. « Le travail des immigrés crée plus d'emplois pour les citoyens grecs qu'il ne leur en retire », constate d'ailleurs l'institut de recherche de la centrale syndicale grecque.

Forcée ainsi de jouer le rôle de « phare des Balkans », la Grèce tente d'utiliser le flux d'immigrés des pays de la péninsule à de justes fins. Le Premier ministre, Kostas Simitis, répète sur tous les tons qu'il convient de former un pôle de solidarité pour apaiser les inimitiés nationales génératrices de crise. La dernière en date, entre l'Albanie et la Grèce, montre que cet objectif est loin d'être atteint. Chacun sait, en tout cas, désormais, que ni les opérations coup de balai ni le verrouillage des frontières ne sont des solutions durables et que la mise en œuvre d'une vraie politique d'intégration s'impose. ●

**Françoise Arvanitis**